



**BLITZKRIEG**  
Finis, les débats démocratiques et la presse indépendante à Hongkong. La Chine communiste s'est imposée à l'île en une journée et une nuit, avec vingt-six ans d'avance sur la date officiellement prévue.

## UN PAYS, ME

avant jour-  
trine  
es »,  
ping,  
Avec  
tout  
slatif  
ven-  
ment  
Avec  
a sur  
ème  
e en  
g. Le  
ient  
sites  
parti  
ses  
ica-  
cion  
our-  
uis  
cu-  
kin,  
que  
es,  
la  
du  
sur  
ng

et temps court. Au moment de la rétrocession par les Britanniques de l'île à la Chine, en 1997, les textes proposaient certes une période de transition de cinquante ans à laquelle Pékin a eu du mal à se tenir dès le début. Mais c'est sous la forme d'un blitzkrieg, mené au nez et à la barbe d'un monde occidental aussi impuissant qu'un lapin pris dans les phares d'une voiture, que la Chine communiste s'est imposée à Hongkong... avec donc un quart de siècle d'avance sur la feuille de route.

Deux raisons à cela : tout d'abord l'amour un peu trop incondtionnel des Hongkongais pour la démocratie : la révolution des parapluies de 2014 et les manifestations étudiantes de 2019 ont inquiété le régime et son néotimonier Xi Jinping, qui n'aiment guère voir des têtes dépasser. Mais aussi les intérêts des pays occidentaux pris au piège de leur propre cupidité. Il faut dire que, lorsqu'on a des myriades d'entreprises qui continuent de délocaliser dans le plus grand marché du monde et que la dette souveraine de plusieurs des États concernés est dans les mains de Pékin, les lapins ont aussi quelque intérêt à rester dans les phares. Et qu'importe si, désormais, Hongkong, c'est un pays, un système. ■ STÉPHANE AUBOUARD

ecresse,  
hose.<sup>99</sup>

andez-vous Europe 1-CNews-les Échos,

## PRENONS-LES AU MOT

### BEAUCOUP TROP DE PILOTES DANS L'AVION

**M**eyrieu-les-Étangs. De nouveaux outils pour piloter le budget municipal », titrait *le Dauphiné libéré* du 12 décembre 2021. « Le numérique, outil de pilotage de la ville zéro carbone », titrait *la Tribune* du 24. Et dans un article de *Libération* daté du 14, on pouvait lire ceci : « *Le Premier ministre et le maire de Marseille ont également acté mardi la création d'une société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) [...] qui sera chargée de piloter ce programme de rénovation et de veiller à sa bonne exécution.* » Le verbe « piloter » signifie à l'origine « *conduire un navire* » (XV<sup>e</sup> siècle). Il a pris ensuite, au XIX<sup>e</sup>, le sens figuré de « *servir de guide à quelqu'un* » puis de « *diriger un avion, une voiture* ». Depuis quelques années, il est employé dans le sens de « *diriger un projet* », comme s'il suffisait d'actionner les bons boutons au bon moment pour mener une politique digne de ce nom et comme si tout pouvait être géré à distance, sans rencontre ni consultation. L'action politique ne consisterait qu'à gérer des arbitrages et tout pourrait alors être piloté : une candidature (France Bleu, 3 décembre), l'interprofession des vins de Bourgogne (*les Échos*, 21 décembre) ou encore un « projet Territoire zéro chômeur de longue durée » (*le Télégramme*, 17 décembre). Mais c'est oublier un peu vite qu'on n'obtient pas facilement un brevet de pilote et que l'une des caractéristiques requises pour le passer est de voir à longue distance. Et que, sans préparation suffisante, on n'est pas à l'abri de gros trous d'air et qu'on peut même conduire des centaines de passagers au crash. ■ SAMUEL PIQUET